

ARRÊTÉ MUNICIPAL DU 23 janvier 2023

Arrêté portant délégation de signature à Madame Laura AMAND, agente territoriale, officier d'état civil à la mairie déléguée de Vaudry

Le Maire de Vire Normandie,

Vu les articles R2122-8, R2122-10 et L2122-30 modifiés du Code Général des Collectivités Territoriales, portant possibilité de délégation de signatures à un ou plusieurs agents communaux,

Vu le décret du 6 mai 2017 relatif à l'état-civil et notamment le transfert de compétence pour les PACS et les décisions de rectification d'erreur matérielle sur un acte d'état-civil,

Vu la délibération n°1 du conseil municipal du 3 juillet 2020 portant installation du conseil municipal et élection de Monsieur Marc ANDREU-SABATER en qualité de maire de Vire Normandie,

Vu la délibération n°3 du conseil municipal du 3 juillet 2020 portant élection des maires délégués des communes déléguées de Vire Normandie et élection de Monsieur Corentin GOETHALS en qualité de maire délégué de la commune déléguée de Vaudry,

Vu la délibération n°2 du conseil municipal du 10 juillet 2020 portant délégation de pouvoirs du conseil municipal au Maire,

Vu l'arrêté municipal du 25 novembre 2022 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Corentin GOETHALS en sa qualité de Maire délégué de Vaudry et d'adjoint au Maire de Vire Normandie en charge des systèmes d'information, des innovations et des nouvelles technologies, de la télécommunication et du télétravail,

Considérant que le Maire délégué remplit les fonctions d'officier d'état-civil et d'officier de police judiciaire sur la commune déléguée et assure la gestion des cimetières et des formalités avec les familles sur le territoire de sa commune,

Considérant qu'il importe de donner aux agents territoriaux spécialisés les moyens devant leur permettre de répondre aux besoins du public,

ARRÊTE

Article 1 : Madame Laura AMAND, agente territoriale titulaire, agissant en qualité d'agente d'accueil et de gestion administrative à la mairie déléguée de Vaudry est déléguée sous ma surveillance et ma responsabilité en tant qu'officier d'état-civil pour toutes les fonctions que j'exerce en tant qu'officier d'état-civil, sauf celles prévues à l'article 75 du code civil.

Article 2 : Par ailleurs, l'intéressée est habilitée pour :

- La légalisation des signatures dans les conditions prévues à l'article L 2122-30 du CGCT.
 - L'établissement et la signature :
 - De toutes notices relatives au recensement militaire (Instruction du 5 janvier 2004 relative aux opérations de recensement en vue de l'exécution du service national).
 - De toutes déclarations de perte de carte nationale d'identité et de passeport.
 - De toutes délivrances de carte d'identité et d'attestations de remise de passeport.
- La certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20230123-AM20230123-A1

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/01/2023

Affichage : 23/01/2023

Arrêté municipal du 23 janvier 2023



La Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.

- La saisie et la validation des inscriptions sur la liste électorale.

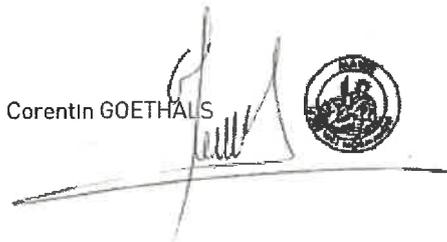
Article 3 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise :

- Au Sous-Préfet de l'arrondissement de VIRE,
- Au Procureur de la République près du Tribunal Judiciaire de CAEN,
- A Madame Laura AMAND pour lui servir de titre (ainsi qu'un versement au dossier individuel),

Fait à Vire Normandie, le 23 janvier 2023

Le Maire délégué de Vaudry,

Corentin GOETHALS



Notifié le : 23.01.2023

Signature de l'agent



Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

014-200060176-20230123-AM20230123-AI

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 23/01/2023

Affichage : 23/01/2023

Arrêté municipal du 23 janvier 2023

La Maire informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de CAEN dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication